

Emplois, conditions de travail, RGPP Rémunérations, carrières, retraites

Les Finances en grève le 23 mars 2010

Dans une déclaration commune du 15 février les organisations syndicales CFDT CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires ont appelé à faire du 23 mars 2010 une journée de grèves et de manifestations.

La CFDT Finances appelle tous les agents des ministères financiers et des services du Premier ministre à une grève de 24 heures.

Moderniser la fonction publique d'Etat

La CFDT Finances demande à l'Etat d'engager une modernisation qui soit un progrès pour les personnels :

- arrêt des suppressions d'emplois
- revalorisation et harmonisation des carrières et des rémunérations
- abrogation de la loi sur la mobilité
- garantie des droits des agents et sécurisation de leurs parcours
- amélioration des conditions de travail
- amélioration de l'action sociale et de la participation de l'Etat à la protection sociale complémentaire
- ouverture de véritables négociations pour garantir les retraites (maintien des 6 derniers mois, 60 ans...)



Services publics en danger

Le gouvernement a pris la responsabilité de changer profondément l'organisation administrative de l'Etat tout en réduisant ses effectifs et ses moyens de fonctionnement.

Nul n'est à l'abri de la RGPP et des restructurations :

- Fusions au forceps entre Impôts et Trésor ou en administration centrale ministérielle
- Réduction des implantations comme en Douane ou délocalisation comme à l'INSEE
- Démembrement d'administrations comme pour la DGCCRF et les DRIRE

Ni les organisations syndicales, ni même le Parlement ou les ministères concernés n'ont été associés aux réflexions. Les personnels, ceux qui connaissent le mieux les missions du service public, ceux qui seront chargés de faire fonctionner les services ont été délibérément tenus à l'écart.

Pendant ce temps les conditions de travail se dégradent et la pression des objectifs est toujours plus forte.

Alors que la crise économique frappe durement les salariés, les besoins en services publics efficaces et présents sur tout le territoire doivent être satisfaits.

Le 23 mars sera l'occasion de dire dans les grèves et les manifestations qu'il faut renforcer les services publics.

Ensemble, changeons notre quotidien

Communiqué commun des fédérations des finances

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA se sont rencontrées le 18 février 2010. Ensemble, elles ont constaté :

- L'aggravation de la crise économique et sociale. Chômage, insuffisance du pouvoir d'achat des actifs et des retraités génèrent exclusion sociale et une paupérisation de plus en plus massive. De plus en plus, les besoins fondamentaux (santé, logement, éducation, formation, culture...), ne sont plus satisfaits du fait des attaques portées à l'encontre des services publics et d'intérêt général dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), de la Réforme Territoriale de l'Etat (REATE) , de la Revue Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO)...
- Le développement d'une insécurité sociale généralisée du fait des attaques :
- Contre les droits et les garanties collectives des salariés avec notamment la casse du Statut de la Fonction Publique, avec une offensive « anti fonctionnaires » y compris dans les médias au sujet de la mobilité forcée, des licenciements et de la rémunération au mérite...
- Contre les systèmes de protection sociale obligatoires et complémentaires avec, aujourd'hui, une nouvelle tentative des pouvoirs publics et du patronat d'imposer de nouveaux reculs s'agissant du droit à la retraite...

A Bercy, les réformes incessantes, les suppressions d'effectifs, l'absence de revalorisation du pouvoir d'achat, la remise en cause « annoncée » du code des pensions, n'épargnent pas les agents des ministères. C'est pourquoi, ils attendent des réponses concrètes s'agissant :

- Des finalités, des contenus et des conditions de mise en œuvre des politiques et des missions publiques, dans le cadre d'un service public de pleine compétence et de proximité,
- De l'arrêt des suppressions d'emplois,
- Des conditions de vie au et hors du travail qui doivent être considérablement améliorées, y compris s'agissant des droits à l'action sociale, à l'hygiène, à la sécurité, aujourd'hui gravement menacés du fait des restrictions budgétaires.
- De leur pouvoir d'achat : revalorisation de la valeur du point d'indice, des régimes indemnitaires, refus de toutes les formes de rémunération au mérite (PFR, modulation...),
- De la reconnaissance de leurs compétences par un plan de qualification des emplois,
- De l'abrogation de la loi dite « mobilité »,
- Du maintien du code des pensions, du calcul sur les six derniers mois, de l'âge légal à 60 ans, de la prise en compte de la pénibilité et de la revalorisation de leur pension.

Dans un tel contexte, **les fédérations des finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA :**

- Décident d'agir, ensemble et dans la durée, et conviennent de se réunir à nouveau, dès le lendemain du 23 mars, pour décider des suites de l'action en s'appuyant sur les mobilisations dans les administrations des ministères économiques et financiers pour que de réelles réponses soient apportées aux revendications des personnels.
- Apportent leur soutien plein et entier aux constructions unitaires en cours dans les différentes administrations de Bercy.
- Se déclarent attentives à toutes les initiatives et mobilisations interprofessionnelles ou / et Fonction Publique.
- **Appellent les agents des Finances, fonctionnaires, non-titulaires, actifs et retraités, à se mobiliser, par la grève et dans les manifestations, le 23 mars 2010, pour gagner sur leurs revendications.**